

INTRODUCTION

« À chacun son Che », telle fut la conclusion de Laurent Flandre dans son article pour *L'Humanité* du 9 octobre 1997¹. Trente ans après sa mort, le journaliste s'interrogeait sur le retour d'Ernesto Guevara dans le paysage visuel et éditorial. Après avoir interviewé de jeunes Français captivés par ce phénomène médiatique et commercial, il constata que le mythe était plus vivant que jamais. Perçu comme un héros du peuple, l'image du révolutionnaire sur papier glacé – « seul élixir de jouvence qui vaille », l'emportait largement sur la connaissance de son engagement et de ses réalisations. Depuis ces vingt dernières années, l'engouement pour Ernesto « Che » Guevara n'est pas retombé, et pas seulement dans la presse.

Régulièrement, des films documentaires lui sont consacrés, le plus souvent pour l'opposer à son ancien compagnon de la Sierra Maestra Fidel Castro, décédé le 25 novembre 2016 et qui fut à la tête de Cuba de 1959 à 2008². Le grand écran n'y est pas non plus indifférent, du Brésilien Walter Salles qui mit en images en 2004 les carnets de route du jeune Ernesto Guevara en Amérique latine³ à Steven Soderbergh, réalisateur états-unien plus *bancable* qui confia le rôle-titre de son film en deux parties retraçant les grandes lignes de sa vie politique et militaire à Benicio del Toro, premier prix d'interprétation masculine au festival de Cannes en 2008⁴. Deux films de fiction qui remplirent les salles à leur sortie en France.

1. Laurent Flandre, « Vise la belle gueule du mythe », *L'Humanité*, 9 octobre 1997.

2. Anne-Charlotte Gourraud, « Che Guevara-Fidel Castro, faux semblables », 55 min., produit par France 5, 2015, diffusion sur France 5 dans le magazine « Duels » le 1^{er} août 2017.

3. Walter Salles, « Carnets de voyage », 126 min., produit par Film4 Productions, 2004.

4. Steven Soderbergh, « Che », 1^{re} partie : « L'Argentin », 127 min., 2^e partie : « Guérilla », 127 min., produit par Wild Bunch, 2009.

Avant même cette récupération audiovisuelle tendant davantage à renforcer l'héroïsation du personnage qu'à remettre au goût du jour ses idées et aspirations, la publicité s'en est emparée pour en faire « un logo, une marque¹ », profitant de l'attractivité du *Guerrillero heroico* (Guérillero héroïque), ce portrait mondialement connu dont l'auteur – le photographe cubain Alberto Díaz Gutiérrez – ne retira jamais aucun bénéfice et dont le nom reste quasiment inconnu du grand public.

Une image d'autant plus familière pour les Français qu'on la retrouve également dans les cortèges de manifestations diverses, des conflits sociaux aux mobilisations antiracistes et altermondialistes. Des grandes figures marxistes, Ernesto « Che » Guevara est la seule à avoir survécu à la dépréciation de la pensée communiste, d'où son utilisation par certains partis d'extrême gauche. Une référence surtout symbolique et morale, aussi bien pour les militants du NPA – anciennement LCR (Ligue communiste révolutionnaire) dont la ligne politique fut fortement inspirée par le guévarisme jusqu'en 1973² – que pour le PCF (Parti communiste français) qui considérait avant tout le révolutionnaire comme un « aventuriste bourgeois » de son vivant. Son héritage politique et idéologique est donc bien faible aujourd'hui, en dépit du succès de la réédition de ses œuvres depuis 1995.

Pour l'édition, Ernesto Guevara reste une valeur sûre et nul doute que le cinquantième anniversaire de sa mort va conforter ce constat. Aux premières biographies publiées en France à partir de mai 1968 sont venues s'ajouter une bonne dizaine d'autres, la plus documentée étant celle de Pierre Kalfon, ancien correspondant du *Monde* au Chili sous la présidence de Salvador Allende, séduit par cette « légende du siècle » en 1997³. Un parti pris qui s'est largement amplifié ces dernières années, renvoyant dos à dos pourfendeurs et admirateurs du révolutionnaire mythique. Pour ne citer que les biographies les plus connues propres à susciter la controverse, on retrouve d'un côté *La Face cachée du Che* de Jacobo Machover, journaliste cubain résidant en France dont le but revendiqué est de contrebalancer les portraits majoritairement élogieux tout en faisant le procès du castrisme⁴ ; de l'autre *Che Guevara, une braise*

1. Jacques Séguéla, « Un logo, une marque », *L'Humanité*, 9 octobre 1997.

2. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Paris, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2005.

3. Pierre Kalfon, *Che Guevara, une légende du siècle*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1997.

4. Jacobo Machover, *La Face cachée du Che*, Paris, Buchet/Chastel, 2007.

qui brûle encore écrite à deux mains par l'universitaire trotskiste Michael Löwy – défenseur de « l'humanisme révolutionnaire » guévariste¹ – et Olivier Besancenot, le candidat de la LCR aux élections présidentielles de 2007².

Difficile en effet d'étudier de manière dépassionnée la vie d'un personnage historique, surtout si celui-ci avait pour objectif de révolutionner le monde, mais force est de constater qu'à travers le prisme d'Ernesto « Che » Guevara, c'est bien souvent un point de vue politique sur la France et le monde d'hier et d'aujourd'hui qui s'exprime dans les livres qui lui sont consacrés. Cet essai ne prétend d'ailleurs pas à la neutralité absolue – quête impossible à atteindre, et on pourra sans aucun doute y trouver entre les lignes une orientation personnelle sur cette figure de gauche légendaire mondialement connue. Toutefois, par la confrontation de sources multiples et variées³, provenant de divers horizons politiques et sociaux, il se propose de dépasser l'analyse biographique invariablement partisane et largement influencée par le contexte d'écriture pour retracer les origines de la construction d'un mythe. Qui contribua à le forger et pourquoi ? Une question qui sert de fil conducteur afin d'éclairer le lecteur sur les raisons et les formes de sa postérité aujourd'hui, au-delà des schémas préétablis par des auteurs bien trop souvent détachés – volontairement ou non – du contexte politique, idéologique, social et culturel dans lequel le révolutionnaire et ses idées ont été « transférés » en France.

On pourrait en effet réduire sa résurgence à la simple nostalgie d'un temps révolu par ceux qui le vécurent ou à un effet de mode impulsé par les médias de masse, trop heureux de tirer profit de celui qui voulait détruire la société capitaliste aux dépens d'une jeunesse dépolitisée avide d'images fortes. Deux interprétations diamétralement opposées qui ignorent les origines profondes de l'inscription d'Ernesto « Che » Guevara dans l'imaginaire collectif français depuis la fin des années

1. Michael Löwy, *La Pensée de Che Guevara. Un humanisme révolutionnaire*, Paris, Syllepse, 1997, préface de Janette Habel, édition remaniée de *La Pensée de Che Guevara*, Paris, François Maspero, « Petite collection Maspero », n°62, 1970.

2. Olivier Besancenot et Michael Löwy, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Paris, Mille et une nuits, 2007.

3. Voir en annexe Prosopographie des principaux médiateurs français d'Ernesto Guevara et du guévarisme en France de 1957 à 1967.

1950, dans le sillage de la Révolution cubaine et des luttes de libération du tiers-monde.

Alors que le cinquantième anniversaire de sa mort approche, un certain nombre de questions restent encore en suspens : pourquoi, en France, un révolutionnaire latino-américain est-il aussi populaire, tout en restant largement controversé ? Pourquoi est-il la seule figure communiste à survivre à la chute du Mur de Berlin ? Pourquoi, dans une société libérale si éloignée des idéaux révolutionnaires des années 1960-1970, son portrait est-il utilisé comme point de ralliement pour développer les luttes sociales et politiques contre l'ordre établi ? Des questions auxquelles les études consacrées à Ernesto « Che » Guevara n'ont jamais répondu, leur objectif étant d'ailleurs bien moins de comprendre les raisons de son impact en France de son vivant et de sa postérité à long terme que de « surfer » sur la vague d'un mythe aux aspects multiples et variés. Pour en comprendre les origines, il faut replonger dans la période 1957-1967, dix années au cours desquelles le révolutionnaire apparut d'abord sur la scène politique cubaine avant de se projeter sur la scène internationale.

Tout en rappelant les grandes étapes de la vie d'Ernesto Guevara et de l'évolution du guévarisme, cet essai permet donc de revenir sur l'histoire politique et culturelle de la France de la fin des années 1950 à la fin des années 1960, période au cours de laquelle les aspirations à un monde nouveau étaient fortes et les interrogations sur les moyens pour y parvenir étaient au centre du débat politique, surtout à gauche. Figure historique et légendaire latino-américaine « importée », le guérillero au célèbre béret étoilé ne fut pas pour rien dans l'impact des idéaux révolutionnaires sur les mentalités françaises, sa vie et ses réalisations ayant suscité l'intérêt des faiseurs d'opinion. Il apparaît en effet comme un homme de son époque, largement politisé. Une époque au cours de laquelle l'hexagone et le Vieux Continent semblaient trop étriqués pour offrir des modèles de changement à ceux qui souhaitaient révolutionner la société héritée de l'après-guerre. Plus généralement, dans le contexte de la décolonisation et de la guerre froide, les regards se portaient davantage vers le tiers-monde et ses leaders. Ernesto « Che » Guevara fut un de ceux qui marquèrent le plus les esprits de leur empreinte. Un impact qui fut influencé par le contexte politique français, lui-même tributaire des relations internationales.

PREMIÈRE PARTIE

1957-1964 :
CUBA, ORIGINES DE SA
DIMENSION POLITIQUE
ET IDÉOLOGIQUE

La fin des années 1950 et le début des années 1960 furent marqués par la décolonisation et la France fut particulièrement concernée par ce processus, avec ses colonies en Afrique noire et surtout le conflit en Algérie de 1954 à 1962, qui faisait suite à la guerre d'Indochine de 1946 à 1954. La Révolution cubaine, qui se déclara très tôt solidaire des indépendantistes algériens, vint au pouvoir dans un contexte mondial troublé par la remise en cause du colonialisme des puissances occidentales et la volonté quasi unanime des peuples colonisés d'Afrique et d'Asie d'accéder à l'indépendance et de modifier l'équilibre mondial. En Amérique latine, l'hégémonie états-unienne fut contestée, et malgré ses prises de position favorables à la décolonisation, la Maison-Blanche y répondit par une politique de lutte antisubversive contre le communisme ; politique qu'elle appliqua également dans le monde entier.

Dans le contexte de guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique s'affrontèrent indirectement, notamment dans les pays nouvellement indépendants et dont les gouvernements ou les mouvements révolutionnaires et indépendantistes cherchaient un appui extérieur autre que leur ancien colonisateur¹. Les contestations internes aux blocs socialiste et capitaliste, dominés respectivement par Moscou et Washington, augmentèrent aussi. En effet, le conflit idéologique sino-soviétique opposa violemment les deux puissances majeures du camp communiste à partir de 1956-1958, et la France gaulliste, ainsi qu'une partie de l'Europe, contesta la prétention des États-Unis à s'afficher comme les leaders du « monde libre ». De même, les mouvements contestataires et les courants d'extrême gauche en rupture avec les partis communistes

1. Odd Arne Westad, *La Guerre froide globale : le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, Payot, 2007.

orthodoxes se développèrent dans les puissances occidentales, alimentés par le rejet de leurs politiques colonialistes d'une partie de la jeunesse qui aspirait à changer la société sclérosée de l'après-guerre. La répression par les forces soviétiques du mouvement social et politique favorable à une libéralisation du pouvoir à Budapest en Hongrie en 1956 amena également une partie des intellectuels de gauche à rompre avec l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques).

À cette période, Ernesto Guevara se préparait à s'engager dans la lutte armée. Sur les étapes de sa vie avant son engagement auprès des révolutionnaires cubains, les biographes se sont largement étendus, participant ainsi à alimenter la controverse et à développer le mythe autour du personnage de 1968 à nos jours. En voici les grandes lignes.

Né le 14 juin 1928 à Rosario de Santa Fe en Argentine, Ernesto Guevara fut le premier enfant d'une famille issue de l'aristocratie irlandaise et espagnole. Sa mère, Celia de La Serna, ainsi que son père, Ernesto Guevara Lynch, vécurent et firent des choix politiques en opposition avec leur milieu d'origine. En proie à des difficultés financières récurrentes, ils firent partie de la classe moyenne. Proches des idées de gauche, ils s'engagèrent contre le fascisme en apportant leur soutien aux républicains espagnols au cours des années 1930 et en dénonçant le régime de Juan Perón pendant ses deux premiers mandats présidentiels à la tête de l'Argentine du 4 juin 1946 au 21 septembre 1955.

Enfant fragile et asthmatique, « Ernestito » acquit d'abord une culture littéraire solide et diversifiée, puis une volonté de dépassement de soi par la pratique du sport à l'adolescence et les voyages qu'il entreprit en Argentine et en Amérique latine de 1950 à 1952. Il parvint néanmoins à poursuivre ses études de médecine de 1947 à 1952 avant de repartir à la découverte du cône Sud. Lors de son second périple de 1953 à 1955, il put observer la situation d'extrême pauvreté des couches populaires et les tensions sociales qui touchaient la majeure partie des pays qu'il parcourut : la Bolivie, l'Équateur, le Panamá, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Guatemala.

De 1955 à 1956, Ernesto Guevara se trouvait au Mexique, terre d'accueil pour de nombreux exilés latino-américains, notamment les Cubains. Avec eux, il participa à la préparation d'un débarquement à Cuba dans le but de renverser la dictature de Fulgencio Batista. Le surnom de « Che » lui fut attribué à cette période en référence à cette

interjection que les Argentins ajoutaient avant chaque nom de leur camarade. Ni son mariage en août 1955 avec la militante péruvienne de l'APRA (*Alianza Popular Revolucionaria Americana*, Alliance populaire révolutionnaire américaine) Hilda Gadea, ni la naissance d'une fille en février 1956 n'arrêtèrent le jeune homme dans ses projets révolutionnaires. Le 26 novembre, il quitta le Mexique à bord du bateau le *Granma* avec un groupe d'exilés cubains placés sous les ordres de Fidel Castro. Le 2 décembre, les quatre-vingt-deux hommes débarquèrent en catastrophe sur la côte sud-est de Cuba, non loin d'Alegría del Pío où ils subirent une embuscade meurtrière tendue par l'armée. Malgré cette défaite cinglante, un petit groupe d'une dizaine de guérilleros, dont Ernesto Guevara et les frères Castro, réussit à rejoindre la Sierra Maestra, région montagneuse qui leur permit d'échapper aux forces gouvernementales, de trouver le soutien des *guajiros* (paysans) et d'organiser peu à peu une guérilla efficace. Engagé comme médecin volontaire, l'Argentin gravit peu à peu les échelons de la nouvelle armée révolutionnaire, pour en devenir un des commandants le 21 juillet 1957.

CHAPITRE I

MÉCONNAISSANCE DES PREMIERS TEMPS DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

« Précédés par des jeunes à brassard et mitraillette,
nous entrons dans la capitale cubaine en liesse,
resplendissante de mille feux. »

Léo Sauvage, *Le Figaro*, 5 janvier 1959.

« Je renonce formellement à mes charges dans la direction du parti, à mon poste de ministre, à mon grade de commandant, à ma condition de Cubain. Rien de légal ne me lie à Cuba, seulement des liens d'une autre nature que les nominations ne peuvent rompre.¹ » Cet extrait de « Lettre à Fidel », écrite le 1^{er} avril 1965 avant sa disparition des radars des services secrets du monde entier, résume à lui seul l'attachement sentimental mais surtout l'investissement total et le rôle fondamental d'Ernesto « Che » Guevara à Cuba de 1957 à 1964. Sa perception en France est donc largement liée aux conditions dans lesquelles les révolutionnaires cubains prirent le pouvoir en 1959.

Si leur victoire releva en partie de circonstances particulières, voire exceptionnelles, les régimes de Fulgencio Batista et de ceux qui le précédèrent contribuèrent à l'émergence du mouvement castriste et à son influence croissante dans les années 1950 au sein de la population cubaine. L'histoire de Cuba ne suivit pas celle de l'Amérique latine².

1. On retrouve « Lettre à Fidel » dans Ernesto Guévara, *Le Socialisme et l'homme à Cuba*, Paris, François Maspero, « Cahiers Libres », n°81, 1966, traduit de l'espagnol par Fanchita Gonzalez Battle.

2. Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 2006.

L'île, découverte le 28 octobre 1492 par Christophe Colomb, fut la seule possession espagnole qui ne s'émancipa pas de la tutelle de Madrid au début du XIX^e siècle. Les deux guerres d'indépendance (1868-1878 et 1895-1898) ne débouchèrent que sur un protectorat états-unien. Les États-Unis intervinrent en effet dans le second conflit et ne quittèrent plus Cuba pendant plus d'un demi-siècle. Les rêves d'indépendance des leaders comme Máximo Gómez, Antonio Maceo et José Martí étaient réduits à néant. Mais ce dernier, mort au combat en luttant contre les Espagnols lors de la bataille de Dos Ríos en 1895, resta une figure emblématique pour les Cubains, symbole de la lutte pour l'indépendance et contre l'impérialisme.

L'amendement Platt de 1901, disposition légale votée par le Congrès qui officialisait le droit d'ingérence de Washington dans les affaires cubaines, concrétisa la mainmise des États-Unis sur Cuba, leur donnant le droit d'intervention à tout moment et mettant l'île sous totale dépendance. Ce qui eut pour effet d'encourager les dictatures, ainsi que l'installation de la mafia états-unienne qui fit de La Havane un haut lieu de la prostitution et du jeu avec sa clientèle de marins, de stars hollywoodiennes et d'hommes politiques. Plusieurs grands parrains y étaient établis, tels Santo Trafficante Jr, lié à la famille Bonanno de New York, et surtout Meyer Lansky, bras droit de Lucky Luciano, le « *capo di tutti capi* » (« chef de tous les chefs ») qui modernisa *Cosa Nostra* (Notre Cause) et élargit son influence dans le monde après la Deuxième Guerre mondiale grâce au trafic d'héroïne.

Fulgencio Batista (1901-1973), métis, sergent de l'armée cubaine, accéda au pouvoir le 10 octobre 1940 après quelques intrigues en se faisant élire avec le soutien de l'armée et du parti communiste, le PSP (*Partido socialista popular*, Parti Socialiste Populaire). Son premier mandat, qui dura jusqu'en 1944, ne fut pas celui d'un dictateur mais il ne fut pas renouvelé. De Miami, il prépara son retour au pouvoir. Le 10 mars 1952, il organisa un coup d'État contre Carlos Prío Socarrás dont le régime était confronté à de fortes tensions sociales et politiques. Rapidement, le nouvel homme fort de Cuba restaura l'ordre, mit fin aux grèves et lutta contre ses anciens alliés du PSP, qui fut interdit en novembre 1953. Avec l'appui de la Maison-Blanche, des grandes fortunes cubaines et de la mafia états-unienne, Fulgencio Batista instaura un régime dictatorial et clientéliste en utilisant la fraude électorale ainsi que la force pour se maintenir au pouvoir. Il fut d'ailleurs réélu

en 1954. Avec lui s'enrichit toute l'oligarchie citadine de La Havane, liée aux intérêts de l'Onclé Sam.

Les États-Unis considéraient les Caraïbes et l'Amérique latine comme leur chasse gardée, notamment dans le contexte de guerre froide avec l'URSS. Les trusts états-uniens y avaient une place dominante, ce qui leur permettait d'influer sur les destinées de la majorité des peuples par le contrôle économique et politique de leurs pays¹. Washington et la CIA (*Central Intelligence Agency*, Agence centrale de renseignement) les appuyaient également. Les partis communistes latino-américains étaient souvent faibles ou réduits à la clandestinité après le début de la guerre froide et le traité de Rio. Signé le 2 septembre 1947 par tous les États du continent américain – hormis le Canada – pour contrer le bloc soviétique, il permit aux États-Unis d'exercer leur hégémonie sur le cône Sud. L'idéal révolutionnaire, incarné au début du siècle par la Révolution mexicaine impulsée par Emiliano Zapata et immortalisé par le réalisateur états-unien Elia Kazan en 1952², y était fortement combattu. Il était aussi discrédité par plusieurs révolutions qui n'amenèrent qu'un changement des équipes dirigeantes sans conduire à une indépendance économique ni à un recul de la pauvreté et de l'illettrisme qui frappaient une bonne partie des populations caribéennes et latino-américaines.

LES REBELLES DE LA SIERRA MAESTRA

Ce fut dans ce contexte que la Révolution cubaine commença, d'abord par un coup d'éclat, avec l'attaque de la caserne de *La Moncada* à Santiago de Cuba le 26 juillet 1953 par un groupe de rebelles commandés par Fidel Castro. L'échec total de cette opération qui se

1. L'analyse de l'économiste brésilien Celso Furtado démontre que les trusts états-uniens constituaient de puissantes bureaucraties privées échappant à tout contrôle, formant ainsi « une oligarchie qui se perpétue automatiquement » : Celso Furtado, « "Sécurité" américaine et "révolution" latino-américaine », *Le Monde*, en deux articles, 5 au 6 janvier 1966 : 1- « Le nouvel espace "thermonucléaire" de Washington » ; 2- « L'obstacle des trusts », introduction de Marcel Niedergang.

2. Dans le film d'Elia Kazan, on retrouvait Marlon Brando dans le rôle-titre, aux côtés de Jean Peters et d'Anthony Quinn. Réalisé à partir d'un scénario écrit par le célèbre écrivain John Steinbeck, auteur des *Raisins de la colère*, il participa à transférer le mythe d'Emiliano Zapata au-delà du Mexique et de l'Amérique latine. Elia Kazan, « Viva Zapata ! », 113 min., production : Darryl Zanuck, 1952.

solda par la mort de près de la moitié d'entre eux, pour la plupart fusillés, conduisit au procès du jeune avocat qui lança à ses juges « *la Historia me absolverá* » (« l'Histoire m'absoudra »), plaidoyer contre le régime corrompu et sanguinaire de Fulgencio Batista¹. Ce discours trouva un écho dans la jeunesse cubaine et fut transmis dans les campagnes. Lorsque Fidel Castro rejoignit la Sierra Maestra au début de l'année 1957, après deux années de prison à Cuba et un exil au Mexique où il rencontra Ernesto Guevara, il n'était donc pas inconnu du peuple cubain. Il l'était en revanche en France où l'Amérique latine intéressait peu la presse et du même coup l'opinion publique, hormis lorsque son actualité croisait celle des États-Unis.

En 1957, les rédactions des journaux français étaient davantage préoccupées par la construction européenne (traité de Rome créant l'Europe des Six) et la situation en Algérie qui se dégrada jusqu'à provoquer la fin de la république parlementaire instaurée après la Deuxième Guerre mondiale, permettant ainsi le retour au pouvoir du général Charles de Gaulle et l'instauration de la V^e République à partir de mai 1958. Dans ce contexte, la connaissance de la guérilla à Cuba fut très partielle, d'autant que la presse française était avant tout tributaire des informations fournies par les agences de presse internationales. Elles-mêmes étaient dépendantes des autorités cubaines qui pratiquaient la censure et la désinformation.

Après l'échec du débarquement des hommes du *Granma*, dont Ernesto Guevara dira par la suite qu'il s'apparentait à un naufrage, Fulgencio Batista déclara que Fidel Castro avait été tué. Grave erreur qui participa à forger la légende du leader révolutionnaire et de ses hommes à Cuba mais aussi au-delà. Le 24 février 1957, le *New York Times* publia en première page sa photographie, fusil à lunette en main, à côté d'un article signé par Herbert Matthews. Sensible à la démarche des rebelles cubains après sa couverture de la guerre civile espagnole de 1936 à 1939, le reporter et éditorialiste états-unien s'était rendu sept jours plus tôt dans la Sierra Maestra à l'invitation des guérilleros. Son reportage publié dans le célèbre quotidien new-yorkais fit connaître

1. Fidel Castro, *La Historia me absolverá*, La Havane, Güairas, 1967. En juillet 1965, ce texte fut traduit et publié en français dans l'ouvrage : Robert Merle, *Moncada, premier combat de Fidel Castro*, Paris, Robert Laffont, coll. « Ce jour-là », 1965.

au monde leurs objectifs ainsi que la nature du régime batistien¹. Il induisit également en erreur l'opinion publique et l'administration états-uniennes sur la situation réelle de la guérilla puisque Fidel Castro avait réussi à tromper son interlocuteur sur l'importance de ses troupes. Par la suite, les guérilleros continuèrent à profiter de cet intérêt pour leur cause en accueillant d'autres journalistes étrangers, tels ceux de la chaîne CBS pour qui ils organisèrent une conférence de presse dans la jungle cubaine le 28 avril.

Ces reportages dans la Sierra Maestra suscitèrent l'intérêt des journaux français. Au fil des mois, le regard sur les « rebelles » fut de plus en plus favorable. Alors que les autorités cubaines les qualifiaient de « terroristes », le choix de ce terme dans la majeure partie des dépêches relatant les événements cubains montrait qu'ils bénéficiaient de la sympathie d'une bonne partie des correspondants étrangers présents à La Havane, notamment de ceux de l'AFP (Agence France-Presse) dirigée par l'ancien résistant Jean Marin. Comme les journalistes cubains, ils étaient bien placés pour observer les excès de la dictature et le non-respect de la liberté de la presse. Cette bienveillance à l'égard des révolutionnaires suivit l'évolution de l'actualité cubaine, avec un net recul des forces batistiennes face à la guérilla de plus en plus soutenue par la population paysanne. *Radio Rebelde* (Radio Rebelle), créée en février à l'initiative d'Ernesto Guevara, servit fréquemment de source aux agences de presse internationales qui lui accordèrent davantage de crédit qu'à la radio officielle aux ordres de Fulgencio Batista. Après l'offensive de ses troupes dans la Sierra Maestra à la fin du mois de mai, les nouvelles en provenance de Cuba évoquaient d'un côté les exécutions sommaires ainsi que les tortures de la police et de l'armée ; de l'autre, elles relataient les remises de prisonniers ou d'otages à la Croix-Rouge par les membres du M-26 (*Movimiento 26 de julio*, Mouvement du 26 juillet), mouvement politique fondé par Fidel Castro pour regrouper ses partisans au Mexique en 1955 et qui unifia par la suite les différents groupes révolutionnaires et d'opposition jusqu'à la victoire. Ces premières informa-

1. *New York Times*, dossier « Castro emerges » (« Castro sort de l'ombre »), Herbert Matthews, en trois articles, du 24 au 26 février 1957 : 1- « *Cuban rebel is visited in hideout* » (« Rencontre avec le rebelle cubain dans sa cachette ») ; 2- « *Rebel strength gaining in Cuba, but Batista has the upper hand* » (« La rébellion gagne Cuba, mais Batista a le dessus ») ; 3- « *Old order in Cuba is threatened by forces of an internal revolt* » (« L'ordre ancien est menacé par la révolte intérieure »).

tions donnèrent une image positive des guérilleros et présentèrent leur combat comme légitime aux yeux de l'opinion publique française.

En 1958, cette perception favorable ne fit que se renforcer. Pour beaucoup, les rebelles de la Sierra Maestra faisaient figure de héros romantiques. Tel Zorro luttant contre l'infâme commandant Monasterio, ils défendaient la cause des paysans exploités et mettaient à mal un régime honni par la population¹. Après l'enlèvement de Juan Manuel Fangio le 23 février, le quotidien parisien *France-Soir* titra en une : « Le coureur auto Fangio kidnappé par des rebelles masqués ». Ce coup médiatique eut une portée mondiale, d'autant que l'Argentin quintuple champion du monde de Formule 1, qui fut libéré dès le lendemain, déclara comprendre les raisons pour lesquelles ses ravisseurs luttèrent. Mais en France, les allusions à la dictature et ses effets furent assez tardives. Le reportage de Claude Julien à Cuba en mai combla en partie ce manque d'information.

Publiés dans *Le Monde*, quotidien de référence qui informait régulièrement ses lecteurs de la situation internationale grâce à la présence d'envoyés spéciaux dans le monde entier, ses six articles furent envoyés depuis Haïti afin d'éviter la censure des autorités cubaines². Spécialiste de l'Amérique latine et des États-Unis dont il dénonça très tôt le système ségrégationniste³, Claude Julien fut peu en contact avec la guérilla et ses responsables mais les témoignages qu'il recueillit furent accablants pour le régime de Fulgencio Batista. Manque de liberté d'expression, répression sanglante contre l'opposition, conditions de vie misérables de la majorité de la population, collusions entre pouvoir et mafia, telles étaient ses caractéristiques. En outre, le journaliste fut particulièrement sensible à la condition des jeunes Cubains qui se révoltaient au risque de subir les pires tortures. D'après lui, la castration constituait « un système de gouvernement » pour les sbires du régime. Le combat des guérilleros était donc légitime. Une partie du peuple voyait même dans leur geste une action presque divine, dans la continuité de la lutte

1. Cette perception était d'autant plus forte aux États-Unis que depuis octobre 1957, la chaîne *ABC* diffusait une série intitulée *Zorro*, inspirée du personnage inventé par l'écrivain Johnston McCulley en 1919.

2. *Le Monde*, dossier « Cuba entre la peur et la colère », Claude Julien, en six articles, du 13 au 18 mai 1958 : 1- « Le dictateur » ; 2- « Gangsters et bourreaux » ; 3- « Les rebelles » ; 4- « Les prélats » ; 5- « Un peuple pauvre dans un pays riche » ; 6- « L'ombre protectrice ».

3. Claude Julien, *Le Nouveau Monde*, Paris, Julliard, 1960.

contre la domination espagnole engagée en 1895 par José Martí. Les Cubains réclamaient vengeance contre les tortionnaires de la police et de l'armée mais aussi contre les élites intellectuelles et économiques qui s'enrichissaient en silence sous la protection de la dictature. Elle était donc en sursis.

Dès mai 1958, Claude Julien se posa en défenseur et diffuseur des idées des révolutionnaires cubains. Proche de la gauche chrétienne¹, il mit un point d'honneur à souligner que la guérilla n'était pas communiste et qu'elle rassemblait des membres de différents horizons idéologiques, ayant pour point commun leur totale opposition à Fulgencio Batista. Il fut un des rares journalistes non états-uniens, et le premier français, à être entré en contact avec les rebelles et à avoir pu apprécier directement la situation à Cuba avant la prise du pouvoir le 1^{er} janvier 1959. Il continua à suivre la Révolution cubaine après 1958 et lui consacra un des premiers livres parus en France² ainsi que plusieurs articles dans différents journaux, dont certains faisaient allusion à Ernesto Guevara qu'il présenta toujours comme le garant des idéaux du temps de la guérilla. Ses écrits furent influencés par la découverte du régime de terreur batistien et, plus largement, par les revendications ainsi que les bouleversements sociaux et politiques exprimés dans plusieurs pays latino-américains depuis le début des années 1950.

Dans son reportage, Claude Julien ne fit pas allusion à Ernesto Guevara, encore inconnu en dehors de Cuba, hormis des services secrets états-uniens qui l'avaient identifié en 1954 comme un activiste favorable à la lutte armée lors de son séjour au Guatemala où il assista impuissant à la chute du régime progressiste de Jacobo Árbenz. De 1957 à 1958, la figure politique et militaire de Fidel Castro fut presque exclusivement mise en avant par les médias, ce qui explique la connaissance tardive du rôle majeur d'Ernesto Guevara pendant la guérilla. À partir de 1958, il était pourtant considéré par le haut commandement de l'armée cubaine comme le personnage central du M-26. La popularité de l'Argentin à Cuba demeura alors ignorée en France et l'écriture de l'histoire de la guérilla en fut d'autant différée³. Dans la presse française, aucune

1. Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel, *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012.

2. Claude Julien, *La Révolution cubaine*, Paris, Julliard, coll. « Les Justes », 1961.

3. En juin 1965, les éditions Gallimard comblèrent en partie le manque d'information en France sur la guérilla cubaine en publiant les témoignages d'anciens guérilleros de la

allusion à sa réorganisation de l'arrière-garde après l'offensive des forces armées dans la Sierra Maestra en mai, ni à son rôle capital dans la formation des nouvelles recrues avec la création d'une école militaire à Minas del Frío au mois de juin. Néanmoins, à la lecture des dépêches publiées par les journaux français, on pouvait suivre la marche vers la victoire de la colonne 8 placée sous ses ordres, autrement appelée « colonne Ciro Redondo » en hommage au capitaine du M-26 qui trouva la mort lors de l'attaque de la base permanente de la guérilla à El Hombrito par les soldats du lieutenant Ángel Sánchez Mosquera, sinistrement connu pour sa stratégie de la « guerre sale ». D'août à octobre, les *descamisados* (« sans-chemise » ou « va-nu-pieds »), nom donné par Ernesto Guevara à ses hommes, progressèrent à la vitesse grand V vers le nord en parallèle de la colonne 4 commandée par Camilo Cienfuegos pour diviser Cuba en deux et assiéger Santa Clara.

L'épisode épique et meurtrier de la prise de la ville, verrou militaire du régime destiné à stopper la route vers La Havane, fut davantage couvert par la presse généraliste. À partir du 24 décembre, Ernesto Guevara commanda l'assaut de la capitale de la province de Las Villas tout en participant aux combats. La réussite de cette opération ainsi que la prise du train blindé chargé de soldats et de munitions envoyé par Fulgencio Batista le 29 décembre confortèrent la renommée du commandant à Cuba puisque les guérilleros étaient dix fois moins nombreux que les hommes du colonel Joaquín Casillas, soutenus par l'aviation cubaine. En France, la presse ne prit pas la mesure de cette victoire militaire décisive, attribuée à tort à Fidel Castro qui se trouvait au même moment dans la Sierra Maestra¹. Elle constitua pourtant une avancée décisive puisqu'elle permit d'ouvrir la voie vers La Havane, précipitant la chute

Sierra Maestra compilés par Carlos Franquí, journaliste qui dirigeait *Radio Rebelde* et le journal clandestin *Revolución* (Révolution) de 1957 à 1958 : Carlos Franquí, *Le Livre des douze*, Paris, Gallimard, coll. « Combats », 1965. Les notes d'Ernesto Guevara sur la guérilla cubaine n'ont été rendues publiques par le régime cubain qu'en juin 2011 : Ernesto Guevara, *Journal d'un combattant*, Paris, Éditions des Équateurs, 2012.

1. *L'Humanité*, « Trois mille morts et blessés à Santa Clara où d'après combats se poursuivent », dépêche, 1^{er} janvier 1959 ; *Le Figaro*, « Échec des rebelles de Fidel Castro devant Santa Clara », dépêche, 1^{er} janvier 1959. Dans *Le Nouvel Observateur*, Claude Julien fit le récit d'une bataille acharnée en insistant sur les exactions de l'armée, mais sans noter le rôle de commandement d'Ernesto Guevara pour la guérilla : Claude Julien, « Pour Fidel Castro, c'est maintenant que les difficultés commencent », *Le Nouvel Observateur*, 8 janvier 1959.

du dictateur qui s'enfuit la nuit de la Saint-Sylvestre à Saint-Domingue où il fut accueilli par un autre *caudillo* sanguinaire des Caraïbes : Rafael Trujillo, surnommé *El Jefe* (« Le Chef »)¹.

VICTOIRE SURPRISE DES *BARBUDOS*

La surprise fut donc totale le 1^{er} janvier 1959. Aucune une ne fut consacrée à l'entrée dans la capitale cubaine des *barbudos* (barbus), surnom donné aux guérilleros de la Sierra Maestra. Dans les quotidiens nationaux français, on retrouvait des points de vue différents : *L'Humanité* applaudit à la fin de la dictature, *Le Figaro* exprima son scepticisme sur l'avenir de Cuba après la victoire des révolutionnaires, tandis que *Le Monde* préféra ne pas anticiper sur la fin du régime batistien, attendant l'arrivée de Fidel Castro à La Havane pour la confirmer.

Vu de France, il semblait presque impossible qu'une poignée d'hommes miraculés du débarquement catastrophique du *Granma* parvinssent à renverser un régime soutenu par les États-Unis. La situation était en fait bien plus complexe. Seuls les dignitaires de l'armée états-unienne étaient totalement solidaires de Fulgencio Batista. Si la Maison-Blanche lui offrit son soutien technique et diplomatique, au cours des derniers mois avant sa chute, elle n'empêcha pas le trafic d'armes destiné à ravitailler la guérilla qui se renforça. Washington et la CIA étaient conscients des excès du dictateur et, le sentant vaciller, ne tenaient pas à être totalement coupés du mouvement révolutionnaire au cas où celui-ci parviendrait à accéder au pouvoir. En effet, il était soutenu par une large part de la population cubaine, des paysans qui espéraient une réforme agraire à une partie de la bourgeoisie nationale et du clergé hostile aux batistiens. De plus, l'antiaméricanisme était très fort à Cuba comme dans toute l'Amérique latine.

Le 7 janvier, les États-Unis reconnurent le nouveau régime. Le lendemain, jour de l'investiture de Charles de Gaulle à la présidence de la nouvelle République, le gouvernement français fit de même. Contrairement à Washington, il n'avait pas d'intérêts dans l'île des

1. *Le Monde*, « Le président Batista quitte Cuba après avoir cédé le pouvoir à une junte militaire », non signé, 2 janvier 1959. Le 1^{er} janvier 1959, des étudiants cubains manifestèrent sur les Champs-Élysées ainsi que devant l'ambassade dominicaine aux cris de « *Cuba libre !* » (« Cuba libre ! ») pour fêter la victoire des révolutionnaires et protester contre l'accueil fait à Fulgencio Batista par le régime de Rafael Trujillo.

Caraïbes et la France n'avait pas livré d'armes à Fulgencio Batista de 1957 à 1958. La perception de l'événement par l'opinion publique française fut donc favorable les premiers jours après la chute du dictateur, en dépit des critiques d'une partie de la droite française et de la presse parisienne, tels *L'Aurore*, *Le Parisien libéré* et *Le Populaire* (dirigé par le socialiste Guy Mollet), qui qualifiaient les guérilleros de « terroristes » avant leur victoire.

Dans le contexte du retour au pouvoir du chef de la « France libre » pendant la période de l'Occupation, les révolutionnaires cubains furent d'autant plus présentés comme des libérateurs. Dans la presse, les comparaisons avec la Résistance française furent nombreuses, aussi bien à gauche qu'à droite. Pour le quotidien communiste *L'Humanité*, ils étaient des « patriotes », tout comme ceux qui avaient combattu l'ennemi nazi et le régime collaborateur de Vichy¹. D'abord inquiet de la « menace communiste » après la chute de Fulgencio Batista², *Le Figaro* dépêcha en urgence à La Havane Léo Sauvage qui s'enthousiasma aussitôt pour les « maquisards » aux brassards noir et rouge, couleurs pourtant peu appréciées par le quotidien des droites³. Le journaliste fut même surpris du calme relatif qui régnait dans la capitale cubaine, contrairement à la libération de Paris, événement qu'il avait vécu de l'intérieur. Pour ceux qui avaient résisté sous l'Occupation, la lutte des révolutionnaires cubains symbolisait le combat contre l'oppression. Si les attentes entre *L'Humanité* et *Le Figaro* étaient diamétralement opposées, leurs lignes éditoriales étant calquées sur la logique de la guerre froide, on retrouvait la même admiration pour ceux qui avaient réussi à renverser un adversaire largement supérieur militairement.

« La fronde de David ». Tel fut le titre choisi par le journaliste Marcel Veyrier pour son article paru dans *L'Humanité* du 3 janvier⁴. Cette allégorie en référence à l'épisode biblique opposant David à Goliath traduisait la perception de la victoire des révolutionnaires cubains par l'ensemble des observateurs. Leur allure générale participa aussi grandement à susciter l'intérêt et la sympathie. Cigare aux lèvres, sans uniformes véritables hormis le port du *battle-dress* vert olive pour

1. *L'Humanité*, « La chute d'une dictature sanglante », non signé, 2 janvier 1959.

2. *Le Figaro*, « Coup de théâtre à Cuba : Batista abandonne le pouvoir à une junte militaire et se réfugie en République dominicaine », non signé, 2 janvier 1959.

3. Léo Sauvage, « La Havane fête sa "libération" », *Le Figaro*, 5 janvier 1959.

4. Marcel Veyrier, « La fronde de David », *L'Humanité*, 3 janvier 1959.

une partie d'entre eux, ils affichaient une joie permanente qui ravit les photographes. En France comme dans les autres pays occidentaux, l'image était à la fois exotique et romantique.

Arrivés avec les premiers guérilleros à La Havane, Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos furent les deux chefs guérilleros les plus photographiés les premiers jours après la victoire. Photogéniques, ils firent la joie des médias qui attendaient avec impatience Fidel Castro pour l'immortaliser à la tête de ses troupes. Le 5 janvier, *Paris-Match* publia un premier cliché de l'Argentin réalisé par le photographe Daniel Camus, avec pour légende : « Depuis novembre 1958, à la tête de ses hommes, *El Che* se dirigeait vers La Havane où il pénétra, hissé sur un mulet. »¹ Cette photographie illustre la perception de la Révolution cubaine puisqu'elle symbolisait à la fois l'exotisme des Caraïbes, la simplicité des chefs rebelles et leur jeunesse. Elle offrait à l'opinion publique française une image symbolique du héros révolutionnaire latino-américain et traduisait également l'absence de connaissance sur Ernesto Guevara à cette date, *Paris-Match* ne donnant aucune information supplémentaire sur le commandant. Néanmoins, elle posa l'image du guérillero héroïque en France puisqu'à cette période le magazine tirait à plus d'un million d'exemplaires hebdomadaires et sa diffusion dépassait les clivages politiques.

Avant même le début de sa médiatisation, *El Che* faisait déjà partie de l'imaginaire visuel associé à la Révolution cubaine. Dans la séduction qu'elle exerça sur les esprits, en particulier auprès de la jeunesse, cette dimension iconographique avait un rôle au moins aussi important que les idéaux affichés par le M-26, peu évoqués les premiers temps après la prise du pouvoir.

1. Daniel Camus était un reporter de guerre qui couvrit le conflit en Indochine, notamment la célèbre bataille de Diên Biên Phu de novembre 1953 à mai 1954. Dans ses reportages pour le service de presse de l'armée française et pour *Paris-Match*, il héroïsa la résistance des soldats français contre les Viêt-minhs. Le 1^{er} janvier 1959, il se trouvait à La Havane pour son voyage de noces avec sa compagne Marie-Hélène Viviès, qui transmit par téléphone à *Paris-Match* le premier témoignage en direct des premières « heures de feu et de sang » après l'arrivée des premières troupes rebelles. On y retrouvait moins une analyse de la situation qu'un récit romancé de l'idylle des deux journalistes, menacée par le chaos de la guerre civile. Marie-Hélène Viviès, « *El commandante* Guevara est le premier à entrer dans la capitale », *Paris-Match*, 5 janvier 1959.

FIDEL CASTRO AU CENTRE DE L'ATTENTION

Plus que les raisons pour lesquelles les *barbudos* avaient réussi à vaincre la dictature et leurs projets pour Cuba, c'était bien le chef de la révolution triomphante qui intéressait en premier lieu les journalistes, avides d'images fortes et de personnalités hors normes. Comme pendant les deux années de la guérilla, Fidel Castro fut au centre de l'attention médiatique après la victoire, d'autant qu'il n'arriva à La Havane à la tête de ses troupes que le 8 janvier. S'il intrigua la presse internationale, pour les Cubains il faisait déjà figure de héros national. À l'origine de la révolte contre un régime allié à l'étranger, il était le digne successeur de José Martí et cristallisait les aspirations au changement.

Né de l'union hors mariage d'un riche propriétaire terrien originaire de Galice en Espagne et de sa cuisinière métisse, élevé avec son frère Raúl dans un collège jésuite, Fidel Castro se distingua en tant qu'athlète de haut niveau et leader étudiant à l'université de La Havane. Il prit très tôt des positions radicales et participa activement aux grèves étudiantes contre le gouvernement de Carlos Prío Socarrás de 1948 à 1952, à la tentative de débarquement de Juan Bosch à Saint-Domingue pour renverser Rafael Trujillo en 1947 et aux émeutes de Bogotá en Colombie en avril 1948. En 1950, le jeune docteur en droit se rallia au *Partido ortodoxo* (Parti orthodoxe) de Raúl Chibás, mais la prise du pouvoir par Fulgencio Batista deux ans plus tard et les premiers mois de la dictature le convainquirent qu'une action violente était nécessaire afin de renverser le régime. En 1959, il avait atteint son but.

Les journaux français ne consacrèrent leurs unes à Cuba qu'après l'arrivée de Fidel Castro à La Havane. Dès lors, il éclipsa tous les autres commandants de la guérilla, dont Ernesto Guevara. Ainsi, la mesure adoptée exclusivement pour lui par le chef du M-26 qui le proclamait « citoyen cubain de naissance » le 10 janvier, ce qui lui offrait la possibilité d'occuper de hautes fonctions au sein de l'appareil d'État, ne fut pas tout de suite relevée. Nulle allusion non plus au discours du vainqueur de Santa Clara le 27 janvier dans lequel il réclamait une réforme agraire et appelait à l'union de tous les peuples sous-développés.

Au-delà de sa personnalité charismatique et de son aura auprès du peuple cubain, Fidel Castro intriguait les observateurs les plus au fait des préceptes édictés par Karl Marx puis par Lénine car il avait réussi à faire triompher une révolution sans l'aide du prolétariat, contrairement

au modèle russe d'Octobre 1917. Le combat des guérilleros cubains avait donc été davantage moral que politique et idéologique. Pour une partie des journalistes français, surtout ceux qui soutenaient les luttes de libération nationale, cet exemple pouvait ouvrir une nouvelle ère pour l'Amérique latine. Il pouvait également inspirer le tiers-monde anciennement colonisé.

Pourtant, le commandant cubain le plus internationaliste ne fut pas mis en avant les premiers temps de la révolution. En effet, après être entré dans La Havane avec l'avant-garde de la guérilla le 3 janvier, Ernesto Guevara prit ses fonctions de directeur de la prison de La Cabaña, ce qui eut pour effet de retarder sa médiatisation. Il y supervisa les procès et les exécutions des anciens batistiens, auxquelles il prit part personnellement pour certaines d'entre elles. Si elles attirèrent l'attention de la presse internationale, un de ses principaux exécutants restait dans l'ombre, ce qui préserva son image à long terme. En France, elles furent diversement appréciées. Applaudies par le PCF, elles furent vivement dénoncées à droite, notamment par *Le Figaro* qui relayait les plaintes des États-Unis. Majoritairement, elles choquèrent moins l'opinion publique française, le chiffre de six cents exécutions étant bien faible comparé aux dix mille victimes de l'épuration après la Libération. Pour une partie des journalistes, notamment ceux qui avaient participé à la Résistance, les exactions des anciens batistiens justifiaient largement cette répression, d'autant que le peuple cubain l'approuvait et réclamait vengeance contre les sbires d'un régime sanguinaire.

DU CABINET DE L'OMBRE AUX PREMIÈRES RESPONSABILITÉS MINISTÉRIELLES

Les premières mesures des révolutionnaires au pouvoir firent davantage de bruit en France où on observa rapidement une bipolarisation de l'opinion. Dès février, les observateurs qui espéraient d'eux une certaine modération s'inquiétèrent de la démission de Miró Cardona au poste de Premier ministre. Remplacé par Fidel Castro qui introduisit au gouvernement plusieurs membres du M-26, il passa dans l'opposition et avec lui la bourgeoisie libérale. À cette période, Ernesto Guevara encourageait le rapprochement avec les anciens membres du PSP. Toujours responsable de la prison de La Cabaña, il faisait également partie des proches de Fidel Castro, les « fidélistes », qui formaient un cabinet de



l'ombre et orientaient la révolution vers une politique intérieure et extérieure radicalement nouvelle. En France, le rôle du néo-Cubain dans ce processus de radicalisation de la révolution fut d'abord ignoré. Pour la majorité des journalistes, les communistes étaient les premiers responsables de ce changement de cap qui avait conduit à la mise à l'écart des modérés et des libéraux du gouvernement.

Même si officiellement il n'occupait pas encore de poste de direction, Ernesto Guevara œuvra en sous-main pour établir les bases d'une société socialiste à Cuba et rompre définitivement avec le système économique instauré pour servir les intérêts états-uniens. Ainsi, il encouragea la nationalisation des entreprises étrangères installées dans l'île, sans indemnisation aucune, ce qui réjouit le PSP puisque la plupart d'entre elles étaient des entreprises agro-alimentaires états-uniennes. Si en France cette mesure déplut aux conservateurs et aux libéraux, elle fut par contre soutenue par une partie de la gauche, et notamment par les journalistes du *Nouvel Observateur*. Pour eux, elle était motivée par la volonté légitime de répondre aux attaques des États-Unis, responsables de la situation d'extrême pauvreté de l'Amérique latine et des dictatures successives à Cuba. Dans leurs articles, on retrouvait d'ailleurs souvent le terme *Yankees* pour désigner les dirigeants états-uniens, ce qui témoignait de leur solidarité avec les révolutionnaires cubains qui l'employaient aussi, tout comme une majorité de Latino-Américains. Très populaire dans les milieux étudiants et universitaires, qu'ils soient proches des dissidences communistes ou de la gauche catholique, l'hebdomadaire se passionnait pour la révolution. Pour sa rédaction, Cuba était un exemple pour le tiers-monde par sa recherche d'une indépendance économique et d'un nouveau rapport plus égalitaire dans les échanges entre les pays industrialisés et les pays producteurs de matières premières. C'était bien un des objectifs d'Ernesto Guevara qui était bien plus déterminé que Fidel Castro sur les orientations que devait prendre la Révolution cubaine. Nationaliste à l'origine, elle devait devenir socialiste. L'attitude des États-Unis ne pouvait que l'y contraindre. Déjà au centre de la tension entre La Havane et Washington par ses prises de position radicales au sein du cabinet de l'ombre, le directeur de La Cabaña le fut encore davantage après ses premières nominations ministérielles.

Le 7 octobre, Ernesto Guevara fut nommé à la tête du département de l'Industrie de l'INRA (*Instituto Nacional de Reforma Agraria*, Institut national de la réforme agraire) et, le 26 novembre, à la direction de la

BNC (*Banco Nacional de Cuba*, Banque nationale de Cuba) en remplacement de l'économiste modéré Felipe Pazos. À la fin de l'année, la presse française commença donc à s'intéresser véritablement à lui. Pour ceux qui soutenaient les orientations cubaines, ces nominations étaient une nouvelle réplique aux pressions de Washington qui imposa un blocus sur Cuba à partir du 8 août. Majoritairement, le héros de Saragat et Clara était considéré comme le premier opposant aux États-Unis. Désormais, il était également perçu comme un allié des communistes cubains. Néanmoins, son rôle majeur dans leur introduction au sein de l'appareil d'État fut largement ignoré jusqu'à sa première autocritique en mars 1962. De même, son premier voyage dans les pays socialistes de juin à septembre 1959 passa inaperçu.

À l'inverse, Fidel Castro fut largement critiqué pour son rapprochement avec les anciens membres du PSP. Aux États-Unis, il fut même présenté comme un agent communiste à la solde de l'URSS et, au plus haut lieu, on réfléchissait déjà au moyen de le renverser². Dans les Caraïbes, l'opposition intérieure alliée aux intérêts états-uniens fut soutenue par la CIA ainsi que par les premiers exilés cubains installés à Miami, mais aussi par les parrains de la mafia qui avaient investi de grosses sommes à La Havane avant d'en être expulsés manu militari après la révolution ayant aboli la roulette et les plaisirs tarifés qu'offraient les quelques cent mille prostituées. À Washington, on n'était pas prêt à accepter le cours des choses dans l'île, d'autant que l'aura de la Révolution cubaine grandissait en Amérique latine. On ignorait pas non plus les intentions d'Ernesto Guevara de pousser la révolution toujours plus loin jusqu'à la rendre socialiste et son soutien aux tentatives

1. Après la nomination d'Ernesto Guevara à la tête de la BNC, *Le Figaro* et *Le Monde* publièrent la même dépêche AFP stipulant qu'il « était jusqu'à ce jour connu comme appartenant à l'extrême gauche et pour son attitude anti-américaine » : *Le Figaro*, « Important remaniement ministériel. Élimination des modérés », dépêche AFP, 27 novembre 1959 ; *Le Monde*, « M. Fidel Castro élimine trois membres modérés de son gouvernement », dépêche AFP, 27 novembre 1959.

2. Suite aux critiques contre ses premières mesures politiques, Fidel Castro chercha à rassurer l'opinion publique états-unienne. Du 19 au 24 avril, il se rendit à New York avec son fils âgé de dix ans à l'invitation des éditeurs de journaux états-uniens. Il y rencontra Richard Nixon, vice-président des États-Unis, et y défini la révolution avec ces mots : « ni pain sans liberté, ni liberté sans pain. Liberté avec pain sans terre ». Si elle intrigua les médias, l'opération de séduction du leader révolutionnaire opéra surtout sur les militants noirs radicalisés comme Malcolm X.

reproduction du modèle de la guérilla cubaine à l'échelle du cône Sud. En France, ses aspirations n'étaient pas clairement connues puisqu'il ne s'était pas encore exprimé devant des journalistes français. L'année 1960 allait lui permettre de le faire, le médiatisant du même coup.